

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 29 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ALOXAN

1 RUE DE L'INDUSTRIE
ZI
67660 Betschdorf

Références : 0006700723/DB/AG
Code AIOT : 0006700723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement ALOXAN, implanté 1 rue de l'Industrie 67660 Betschdorf. L'inspection a été annoncée le 06/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALOXAN
- 1 rue de l'Industrie 67660 Betschdorf
- Code AIOT : 0006700723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALOXAN exploite 1 rue de l'industrie à 67660 BETSCHDORF, un atelier de traitement de surface autorisé par arrêté préfectoral du 16 décembre 1991, où sont exercées des activités d'usinage et d'anodisation de pièces et profils en aluminium et de traitement de surface de pièces industrielles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux souterraines
- Eaux industrielles
- Eaux de pluie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance et transmission des émissions et des effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, articles 3 et 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Dispositions générales d'exploitation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 11 et 12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Dispositions relatives à la sécurité	Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 6.4	/	Sans objet
4	Implantation-aménagement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution souterraine	Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 5	/	Sans objet
6	Condition de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats résultant de l'inspection répondent aux prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance et transmission des émissions et des effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, articles 3 et 6
Thèmes : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée : Art 6: Les programmes de surveillance de ses émissions de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1991 sont maintenus.</p> <p>L'analyse des rejets est réalisée en référence aux modalités prévues par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Pour les paramètres qui ne sont pas analysés par un laboratoire agréé et pour les paramètres analysés en continu, l'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, au moins un contrôle par an. De même, pour les paramètres qui ne sont pas analysés suivant une norme de référence, l'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, au moins un contrôle par an.</p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques ou inopinés.</p> <p>Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • le fait est explicitement signalé dans le commentaire, • la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués, • les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais. <p>Art 3 : Valeurs de référence Paramètres Conc inst maxi en mg/L Conc sur 24H en mg/L</p> <p>MEST 30 22 DCO 150 67 NKT (Azote) 13 13 PT (Phosphore) 15 7 Métaux totaux (Al, Cd, 15 13 Cr, Cu, Fe, Mn, Sn, Pb, Zn) Al (Aluminium) 5 5 Ni (Nickel) 0,15 0,04 F (Fluorures) 10 4,5</p> <p>Constats : L'exploitant met à jour GIDAF régulièrement en corrélation avec ses rapports d'analyse reçus, et apporte un commentaire en cas de dépassement des valeurs. La dernière date de saisie remonte au 22 novembre 2023, les valeurs de référence sont respectées.</p> <p>Ce point de contrôle répond aux prescriptions.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
--

N° 2 : Dispositions générales d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 11 et 12
Thèmes : Risques accidentels, substances dangereuses (gestion et stockage)
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 11 : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage ...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger, conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>Art 12 : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité de documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement. Elles sont affichées et à dispositions répertoriées dans un classeur.</p>

<p>L'ensemble des cuves de traitement porte, en caractères très lisibles, le nom des substances et préparations et les symboles de danger, conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan du site à jour.</p> <p>Les constats répondent aux prescriptions.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
--

N° 3 : Dispositions relatives à la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 6.4
Thèmes : Risques accidentels, Contrôles périodiques
Prescription contrôlée : ...] Les installations électriques seront entretenues en bon état, conformément aux réglementations en vigueur [...]
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle électrique des installations a eu lieu le 03/12/2022, il n'a pas montré de non-conformité majeure.</p> <p>Le prochain contrôle est prévu du 18 au 20/12/2023.</p> <p>Le dernier contrôle des moyens incendie date d'avril 2023, il n'a, lui non plus, pas montré de non-conformité majeure.</p> <p>Ces points de contrôles répondent aux prescriptions.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Implantation-aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6
Thèmes : Risques accidentels, stockage
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention [...]
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté d'association, dans une même rétention, de produits incompatibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : prévention de la pollution souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 5
Thèmes : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : La qualité des eaux souterraines, en aval de l'installation, sera contrôlée par un réseau de puits dont le nombre et l'implantation seront déterminés par une étude hydrogéologique.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni l'étude hydrogéologique prescrite datant du 24/10/2013. Le sens d'écoulement de la nappe phréatique est connu au droit du site.</p> <p>L'exploitant effectue ses analyses des eaux souterraines annuellement sur un échantillon prélevé dans le seul piézomètre présent sur site.</p> <p>Les résultats de ces analyses sont régulièrement déclarés dans GIDAF, il n'a pas été constaté de dépassement des valeurs de référence.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Condition de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 4.3
Thèmes : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront collectées et subiront un traitement approprié avant rejet.
Constats : Les eaux pluviales passent pas un séparateur, il est nettoyé autant que de besoin et est régulièrement contrôlé. Le jour de l'inspection, il présentait un bon état de propreté et d'entretien.
Type de suites proposées : Sans suites